

## DÉLÉGATION DE M. LE VICE-PRÉSIDENT ALAIN BERNARD

### Monsieur Gérard CAUDRON

Monsieur le Président, je n'avais pas le souvenir de m'être inscrit mais je veux bien prendre la parole pour m'associer aux propos qui ont été tenus précédemment.

(Rires)

Je pense qu'il est inutile de refaire la litanie des conséquences des décisions gouvernementales sur les finances locales. Aujourd'hui, au niveau de la Métropole Européenne de Lille, nous avons la chance d'être dans une situation moins difficile que celle de la majeure partie de nos communes. Cela a été très bien dit avant moi : voter des budgets en équilibre quand les recettes diminuent (ou stagnent) et que les dépenses explosent, c'est mission impossible. Selon les situations des communes, pour le budget 2023, on peut encore racler les fonds de tiroirs en réduisant notamment les parts d'autofinancement, mais en 2024, on ne passera jamais.

Si nous regardons les effets effectifs des promesses de nous voir atténuer les hausses légitimes des points d'indice ou les hausses plus discutables de l'énergie, et que l'on demande concrètement ce que ça signifie chez nous, j'ignore si en tant que maire ou élu dans vos communes, vous vous êtes fait dresser, comme moi – avec une certaine ancienneté que l'on me reconnaîtra ou que l'on me reprochera – une colonne avec d'un côté les recettes attendues, et de l'autre les dépenses minimum prévisibles, sauf exercice d'équilibre voire éventuellement de report. D'ailleurs, la Préfecture ne manquera pas de nous le faire remarquer. Certainement qu'aujourd'hui une cellule de la Préfecture examine avec une attention particulière les délibérations de la Métropole Européenne de Lille. Il est clair qu'une fois voté, le budget est à l'équilibre. Ce qui est facile. Mais cette cellule de la Préfecture vérifiera, certainement, si nous n'avons pas sous-estimé certaines dépenses ou surestimé certaines recettes.

C'est vrai que la situation s'avère très difficile, mais parce que notre collectivité a du talent, parce que notre Président est grandiose, parce que notre premier Vice-président est tout aussi intelligent que beau, je suis convaincu que cette année, nous arriverons à passer un budget sans augmentation de taux. En revanche, dans nos communes, ce sera beaucoup plus compliqué, d'autant que – et ça n'a pas été dit tout à l'heure – les bases sont réévaluées pour les particuliers. Concrètement, l'augmentation sur la feuille est de 7 %. Si vous votez 10 %, ça fait donc 17 %, mais dans le même temps, ça ne bouge pas pour les locaux économiques. Résultat : c'est plein pot pour les citoyens. Comme vous le savez, les élus locaux sont de plus en plus reconnus comme étant les derniers remparts, les derniers responsables de tout, d'une poubelle mal ramassée ou remise au mauvais endroit, jusqu'à la première plaque de verglas qui n'a pas encore été enlevée. Si l'on est obligé d'augmenter les taux – et vous verrez qu'en tenant compte de toutes les dépenses qui nous sont imposées, nous n'y échapperons pas – on nous dira : « *Vous les élus, vous les maires, vous êtes impitoyables, vous êtes insensibles à la misère de la population. On doit déjà subir une inflation de 12 à 13 % sur les produits alimentaires, mais vous rajoutez en plus une augmentation de 15 % ...* » Et que l'on ne vienne surtout pas nous dire que le foncier est un impôt de riches. Beaucoup de propriétaires de leur maison paient l'impôt foncier et ils sont loin d'être des gens riches.

Raison pour laquelle je voulais dire bravo à la Métropole Européenne de Lille de passer entre les gouttes. J'en profite pour saluer la Région des Hauts-de-France et le Département qui, eux, bénéficieront encore plus de l'inflation que nous. Mais nous, à la base, nous sommes comme les citoyens : nous payons plus cher à cause de l'inflation, et ça n'augmente en aucune manière nos recettes. Au contraire, on nous les réduit.